

CONTRE L'INTÉGRATION, CONTINUER LE COMBAT...

Nous serions aveugles et totalement irréalistes si nous refusions de constater que la défaite électorale de Giscard d'Estaing a été voulue par une majorité de salariés qui, en votant pour François Mitterrand et les candidats du Parti Socialiste ont marqué une volonté profonde de changement, incluant la satisfaction de leurs revendications.

Mais nous n'en délirons pas pour autant d'enthousiasme et nous n'irons pas jusqu'à prétendre, contre toute évidence, que la bourgeoisie a perdu le contrôle politique de l'État.

D'abord, parce que nous savons ce que valent les changements de gouvernement, tant qu'on ne touche pas à l'essentiel, c'est à dire à la propriété privée des moyens de production et à l'État.

Ensuite, parce que la majorité électorale acquise par la nouvelle équipe au pouvoir est faite d'additions de pourcentages d'origines diverses et contradictoires.

L'exemple de la laïcité de l'école et de l'état (traitée dans une autre partie de ce journal) démontre clairement que les résultats électoraux massivement favorables aux socialistes ne signifient nullement l'unanimité sur les questions centrales.

Le secrétaire général de la C.G.T.F.O. a eu raison de déclarer: *«Après tout, une élection présidentielle, cela n'est certainement pas la révolution bolchevik».*

Certes, nous entendons un certains nombre de militants, répéter qu'il s'agit d'une étape importante sur laquelle il faut s'appuyer pour aller plus loin.

«Aller plus loin», nous sommes bien d'accord. Pour cela, nous continuerons à ne pas nous voiler la face, à exercer notre esprit critique. Nous ne relâcherons pas notre vigilance un seul instant pour défendre l'indépendance réelle du syndicalisme ouvrier, menacée en permanence (aujourd'hui peut-être plus que jamais) par le patronat et ses alliés objectifs, à qui il arrive parfois d'être ministre.

«C'est un joli mot, la participation... Entre le pur idéal de la participation et le pur idéal de l'autogestion, il y a peu de différence...». Jacques DELORS, qui écrivait ces lignes dans le journal *«Le Matin»* le 9 mai 1981, a au moins le mérite de la franchise. Nous savons à quoi nous en tenir: *«il faut recréer un système de relations sociales»*, car, précise J. DELORS dans le même article, *«en France, la négociation est un cas minoritaire, c'est l'anarchie la plus complète, personne n'est capable de décrire le système de détermination des salaires».*

J. DELORS continue en nous expliquant que *«le fond du tableau étant valable pour un Gouvernement de gauche comme pour un Gouvernement de droite, nous devons aussi maîtriser l'évolution de l'ensemble des revenus et des prix».*

Le temps n'est peut-être pas très éloigné où l'on nous proposera le principe d'un nouvel indice des prix, négocié par les confédérations syndicales, le C.N.P.F., le Gouvernement, servant de limite à ne pas dépasser dans toutes les négociations salariales quel que soit le niveau où elles se situent.

Cette *«revendication»* est inscrite dans les résolutions du dernier congrès confédéral de la C.G.T. - Elle figurerait en bonne place dans le programme de gouvernement de l'Union de la Gauche.

Elle pourrait, entre autres choses, s'inscrire dans le cadre «du plan de redressement de deux ans» prévu par l'accord politique PS-PC publié le 23 juin 1981.

Quand Georges Séguéy, dans un interview au Figaro, (1978) explique que: *«En ce qui concerne les salaires nous pensons que s'impose une négociation permettant de mettre au point un instrument de mesure du coût de la vie acceptable par toutes les parties: gouvernement, patronnat, syndicats; à partir de là, il faudrait convenir de la progression économiquement possible du pouvoir d'achat des salaires»*, il rejoint les préoccupations de Jacques DELORS, ainsi qu'elles nous sont rapportées dans un bulletin d'information de la C.G.T.F.O. selon lequel: *«A l'occasion du débat de conjoncture au Conseil Économique et Social, M. Meraud, rapporteur pour le 1er semestre 1981, suggérait que les salaires, de manière à casser la relation prix-salaires, soient dans le cadre de la politique des revenus, programmés comme l'un des éléments du Plan. Corrélativement, devant la même assemblée, M. Delors, ministre de l'économie et des finances, rappellent les attaques traditionnelles contre la politique des revenus, il ajoutait le scepticisme des professeurs d'économie envers celle-ci mais confirmait sa volonté de l'appliquer»*.

Prétendre qu'on ne sait pas comment se déterminent les salaires, que la négociation n'existe pas, c'est faire l'impasse sur la loi des conventions collectives de février 1950. C'est, à partir de la fausse affirmation que rien n'existe, vouloir mettre en place un nouveau système que J. DELORS nous décrit sans ambiguïté: *«Le préalable, c'est de recréer un système de relations sociales et de négociations qui fonctionnent bien... C'est à partir d'un tel cadre de concertation généralisée que l'on pourra donner la possibilité à chaque travailleur de dire son mot sur l'organisation du travail et que l'on pourra créer de nouvelles formes juridiques permettant à des travailleurs de s'associer entre eux dans des unités autogérées de production. C'est ce que j'ai appelé le troisième secteur. La démocratie au niveau de l'atelier est la condition de meilleures performances économiques. Il faudra multiplier les expériences de ce type, avec le concours et l'avis des syndicats. Ce devrait être un des rôles d'un Conseil Économique rénové que de susciter des recherches sur ce sujet. Cela nous permettra non seulement de progresser vers l'idéal autogestionnaire, mais aussi de jeter les bases d'une économie plus dynamique et plus compétitive»*. (Le Matin - 9 mai 1981).

C'est clair, net, sans bavure. C'est la poursuite de l'offensive réactionnaire contre le syndicalisme. Cela ne nous étonne pas. Jacques DELORS et ses amis au Gouvernement nous ont déjà expliqué à quoi ils voulaient en venir. Il y a un peu plus d'un an, le 30 juin 1980, dans la revue *«30 jours d'Europe»*, l'aujourd'hui ministre de l'économie et des finances s'explique: *«Pour sortir véritablement de la crise, il faut inventer un autre modèle de développement, plus soucieux des équilibres de l'homme et de la nature, plus qualitatif - en un mot. La croissance éternuée de la précédente décennie a entraîné à côté d'avantages matériels, incontestables, des gaspillages, des inégalités, des interventions de plus en plus désordonnées de l'État, le mauvais fonctionnement des marchés, des frustrations, une exaspération des luttes pour la répartition du revenu national, bref, une série de rigidités et un rétrécissement des marges de choix offerts aux gouvernants. L'inflation est alors le seul moyen de concilier provisoirement les contradictions de la société. C'est la logique économique - à bout de souffle - du «produire pour produire» qu'il faut inverser si l'on veut trouver un remède durable à nos maux»*.

Tout y est: le qualitatif contre le quantitatif du *«produire pour produire»*. Aucun militant ouvrier ne peut être dupe de ce que tente de dissimuler ce vocabulaire. Il s'agit de gérer la crise du capitalisme. Il s'agit de faire accepter à la classe ouvrière l'austérité et son partage, donc de mettre en place des moyens concrets qui empêcheraient le syndicat de jouer son rôle. Pour cela, DELORS et ses amis ne manquent pas de ressources; en Chrétiens conséquents, ils puisent dans l'arsenal idéologique des encycliques et de leurs enseignements: *«S'il fallait décrire d'un mot ce Corrèzien calme et passionné de cinquante cinq ans, qui fit ses premières armes dans le «patro» chaleureux et populiste d'avant-guerre, puis a donné le meilleur de lui-même au syndicalisme CFTC et CFDT, au mouvement chrétien «Vie Nouvelle», à des associations ou clubs politiques tels que «Jeune République», «Citoyens 60», «Échange et projets», et dans des responsabilités officielles au Commissariat au Plan et surtout auprès de Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre de la «Nouvelle Société», enfin au Parti Socialiste depuis 1974 et à l'université comme professeur associé à Paris-Dauphine, c'est bien le qualificatif de MILITANT qui le définirait le mieux»*. (30 jours d'Europe 30-6-1980).

Jacques DELORS sait de quoi il parle. Dans le livre de Christian Chabannis *«Dieu existe, oui!»* (Stock 1979), l'ancien conseiller de Jacques Chaban-Delmas et futur ministre de François Mitterrand, nous informe que: *« A l'intérieur du P.S., il y a plusieurs sensibilités chez les adhérents se réclamant de la foi chrétienne. Et c'est pourquoi je le répète, ils sont présents dans toutes les motions présentées au Congrès de Metz. Si l'on voulait trouver le plus grand commun dénominateur à ces chrétiens membres du P.S., je dirais qu'ils attachent beaucoup d'importance au principe de subsidiarité»*.

Trop peu de militants ouvriers savent que «*le principe de subsidiarité*» est défini dans l'encyclique *Quadragesimo ano*, et qu'il vise tout simplement, sans rien toucher à l'autorité, à redistribuer quelques tâches aux «*rangs inférieurs*». En langage moderne, traduit par la C.F.D.T., cela s'appelle l'autogestion.

Nous n'accordons aucune importance aux états d'âmes de ceux qui s'interrogent sur ce que sera l'attitude de la C.G.T., face aux ministres communistes du Gouvernement. D'ailleurs, à ces interrogations, quelqu'un qui sait lui aussi de quoi il parle, a déjà répondu: «*à l'affrontement, à la grève, aux épreuves de force souvent lourdes de sacrifices pour les travailleurs que nous réserve la droite, nous avons toujours préféré l'action syndicale, constructive, la politique contractuelle, la participation que nous offre la gauche*». C'est signé Georges SEGUY dans «*Le Monde*» du 11 mai 1974.

C'est la loi de la coexistence pacifique, et s'il est vrai que l'ordre établi à YALTA commence à se fissurer, il n'en est pas moins vrai que l'équilibre mondial que doivent maintenir entre eux l'impérialisme américain et la bureaucratie qui règne en U.R.S.S., exige qu'en Europe Occidentale, rien de fondamental ne change. Pour cette raison, le P.C.F., aux ordres de Moscou, en entretenant une politique de division à outrance jusqu'au premier tour des élections, a tout fait pour que Giscard soit réélu.

Battu par ses propres électeurs, désavoué par une partie importante de la classe ouvrière, l'appareil stanilien a défini une nouvelle tactique: la participation gouvernementale, pour servir la même stratégie fondamentale: contribuer à maintenir l'ordre établi, avec ou sans Giscard. Telle est la signification de la présence des communistes au Gouvernement.

Les syndicalistes authentiques ne vont donc pas manquer d'ouvrage! Parmi eux, avec eux, les anarcho-syndicalistes contribueront à clarifier les problèmes.

Nous serons sans doute amenés à nous répéter, à rappeler haut et fort les quelques principes simples qui définissent l'indépendance de classe du syndicalisme, et les moyens pratiques de la préserver, de la renforcer. Nous continuerons à insister, à heurter, à gêner. On nous traitera, à nouveau, «*d'archéo-syndicalistes*». Il se peut même que devenant trop gênants, on cherche à nous faire taire. Nous en avons vu d'autres! Ni De Gaulle, ni ses successeurs n'ont réussi à instaurer l'État Corporatiste.

Les néo-corporatistes n'y parviendront pas davantage! Même au nom du «*peuple de gauche*».

Jo. SALAMERO
